Soutien à la jeunesse mobilisée pour son avenir le 16 mars

Depuis des décennies la précarité de l'ensemble de la population s'aggrave notamment avec le démantèlement des services publics, la hausse du coût du logement, la casse de l'emploi.

Les jeunes subissent les effets de politiques régressives en matière de protection sociale, d'éducation et de formation. Les dernières réformes, sur le droit du travail, sur l'assurance chômage, sur les retraites ou sur l'orientation des élèves accentuent la précarité et les inégalités. La quasi-totalité des étudiant.es vivent sous le seuil de pauvreté, le taux de chômage des 15-24 ans est de 20 % quand celui de la population est de 9 %, la moyenne d'âge du 1er emploi stable est de 29 ans.

La crise sanitaire a démultiplié les problématiques aggravant à la fois la précarité financière mais aussi le décrochage et la détresse psychologique des jeunes. Pour les étudiant.es, les lycéen.nes, les jeunes travailleur.ses, les privé.es d'emploi, la situation est alarmante et gravissime.

Le plan gouvernemental « 1 jeune, 1 solution » ne changera pas radicalement la donne ni ne suffira pas à assurer un avenir professionnel sécurisé et de qualité.

Avec cette pandémie, la précarité étudiante se traduit par des difficultés à se nourrir, à subvenir à leurs besoins, tels que payer leurs loyers, etc. qui cumulées à l'isolement imposé par la fermeture des lieux d'études et l'absence de perspective d'un avenir serein se traduit par de la désespérance.

Au-delà de la situation d'urgence à laquelle ce gouvernement se doit de répondre, la première condition pour l'emploi des jeunes est une formation initiale de haut niveau, un service public d'éducation et d'orientation accessible pour toutes et tous, sans discrimination de genre, d'origine qu'elle soit sociale ou géographique. La continuité et la progressivité des droits au salaire, à la formation et à la protection sociale doivent être assurées quels que soient les aléas de la carrière professionnelle.

Plusieurs organisations de jeunesse appellent à une journée de mobilisations le 16 mars. Leurs revendications expriment une volonté de renforcer notre système social de solidarité, seul à même, d'assurer des perspectives de progrès social.

Des moyens humains et matériels sont aussi légitimement exigés, par les lycéen.nes et étudiant.es pénalisé.es depuis plusieurs mois par la mauvaise gestion gouvernementale de la crise sanitaire et par les défaillances et carences du système éducatif.

Nos organisations syndicales apportent un soutien indéfectible à la jeunesse mobilisée pour son avenir le 16 mars prochain.

Elles soutiennent également les étudiant.es d'art dramatique des théâtres de la colline, Strasbourg et Odéon qui réclament la réouverture des lieux culturels et l'accompagnement des jeunes en cours de formation pour un accès à l'emploi. Notre jeunesse ne peut être sacrifiée de la sorte. La précarité et la pauvreté ne sont pas une fatalité, elles sont les conséquences de politiques antisociales menées depuis trop longtemps.

Nos organisations continuent de revendiquer un vrai plan de rupture avec les politiques menées jusqu'à présent. Des moyens financiers doivent être mobilisés immédiatement et en urgence pour permettre des conditions de vie, de logement, d'études et de travail à la hauteur des enjeux de notre époque.

A plus long terme, le gouvernement doit investir pour dégager des perspectives pérennes, d'accès aux formations supérieures, d'emploi et de travail qui répondent à la fois aux enjeux sociaux et environnementaux actuels.

Le 11 mars 2021